

Tout coûte plus cher

MAIS LES RENTES STAGNENT.

LOYER	+ 8%
ASSURANCE-MALADIE	+ 16%
CHAUFFAGE	+ 60%
TRANSPORTS PUBLICS	+ 4%
ALIMENTATION	+ 5%
ÉLECTRICITÉ	+ 46%

TVA (DÈS 2024) + 0.4%

TOUJOURS MOINS
À LA FIN DU MOIS!

AUGMENTATIONS SUR LA PÉRIODE 2020 - 2024
MÉNAGE MÉDIAN. SOURCE: OFS, CALCULS USS

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse

113 · Février 2024

AZB 3001 Berne · Post CH AG



La bataille pour les retraites

Les votations de mars présentent un véritable choix de société: voulons-nous mieux vivre à la retraite, ou travailler jusqu'à l'épuisement? En votant OUI à la 13^e rente AVS et NON à l'initiative des jeunes libéraux-radicaux, nous pouvons renforcer la Suisse solidaire. *Pages 4-5*

RÉFÉRENDUMS ABOUTIS

L'année politique 2024 a débuté avec force: ce ne sont pas moins de trois référendums soutenus par le PS qui ont été déposés à la Chancellerie en janvier – deux sur les loyers, et un sur les autoroutes. Tour d'horizon de ces enjeux importants. *Pages 6-7*

CHRISTIAN DANDRÈS, PRÉSIDENT DU SSP

Le 18 novembre dernier, notre conseiller national Christian Dandrès (GE) a été élu président du Syndicat des services publics. Félicitations à lui! Découvrez ses motivations et les principaux défis qui attendent le SSP dans une interview. *Page 8*

Merci Rebekka !

Dans les travées du Palais fédéral, certaines figures se démarquent, pour le meilleur ou pour le pire. Parmi la grande armée de conseillères et conseillers et collaborateur-trices personnel-les se cachait jusqu'à présent notre cosecrétaire générale Rebekka Wyler. Après des élections fédérales qui ont vu le PS progresser, celle qui est aussi conseillère communale de la charmante bourgade d'Erstfeld (UR) a décidé d'ouvrir un nouveau chapitre de sa vie profes-

sionnelle et de quitter le Secrétariat central. Quelques lignes ne suffiront pas à résumer l'ampleur de la tâche qu'accomplit Rebekka : véritable mémoire vivante du Parti et du mouvement ouvrier, Rebekka est aussi connue pour son oreille attentive aux besoins de toutes et tous. Des militant-es aux élu-es, tout le monde a pu compter sur son aide, à toute heure du jour et de la nuit et quelles que soient les urgences politiques du moment. La Suisse

solidaire n'est pas un vain mot pour Rebekka, mais bien une nécessité et un mode de vie. Si Rebekka a décidé de poursuivre cet engagement sous d'autres cieux, nous savons que sa disponibilité, son écoute et sa détermination seront toujours présentes. Chère Rebekka, au nom de toute la rédaction de Socialistes, merci pour tout et la lutte continue !

La rédaction de Socialistes



L'IMAGE DU MOIS

« Smash WEF – Take back control ! », tel était le slogan de la manifestation du dimanche 14 janvier qui a eu lieu un jour avant l'ouverture du World Economic Forum (WEF) à Davos. Les quelque 350 manifestant-es ont dénoncé ce rassemblement de « riches et puissant-es » qui a lieu chaque année pour discuter des crises et des guerres dont ils et elles sont responsables. La Jeunesse socialiste suisse a soumis trois revendications lors de cette manifestation : 1) un impôt mondial sur les fortunes particulièrement élevées, afin de financer une protection climatique socialement juste, 2) une interdiction internationale du commerce des armes non défensives et l'expropriation des profiteurs-euses de guerre et 3) le démantèlement et la démocratisation sous contrôle international des grands groupes numériques.

IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction : Clément Borgeaud, Céline Hoyois, Colin Vollmer
Production : Atelier Bläuer, Berne

L'importance de l'organisation

Chères et chers camarades,

Comme vous l'avez peut-être appris, je vais quitter mes fonctions de co-secrétaire générale fin mars. Je tiens à toutes et tous vous remercier pour votre engagement de toute heure derrière nos valeurs. Ce fut un honneur pour moi de travailler pour notre parti avec vous, dans les grandes villes comme dans les petites communes, en plaine ou sur les Alpes. Pour ce dernier éditorial, j'aimerais vous parler de l'histoire de notre mouvement et de ce qui, selon moi, doit rester la boussole de notre engagement.

Les trois piliers

Le mouvement ouvrier a une longue tradition d'organisation qui remonte au début du 19^e siècle. Les premières associations étaient des caisses qui intervenaient en cas de maladie ou de chômage avant l'existence d'un État social. Peu après est né le concept des trois piliers du mouvement ouvrier: les syndicats, le parti et les organisations de loisirs, culturelles et sportives. Les syndicats luttèrent pour de meilleures conditions de travail. Le parti était le bras politique qui s'engageait pour des modifications de la législation dans l'intérêt de la population. Cela a été complété par le « troisième pilier »: la classe ouvrière avait peu d'argent et de temps libre et était souvent exclue des associations dominées par la bourgeoisie. Une contre-culture est née, où l'on pouvait passer son temps libre avec des personnes partageant les mêmes idées. Dans de nombreux pays européens, le mouvement ouvrier a été détruit par le fascisme et a dû être reconstruit, avec comme conséquence la disparition régulière de ce 3^e pilier – même si certaines associations existent encore aujourd'hui.

Pourquoi s'organiser ?

Les gens adhèrent à une organisation pour quatre raisons: par intérêt personnel, pour les valeurs parta-



Rebekka Wyler, co-secrétaire générale du PS Suisse

gées, pour s'engager, pour l'aspect social. Les motivations n'ont pas fondamentalement changé depuis la naissance du mouvement ouvrier. Le PS doit réfléchir à ce qu'il peut offrir aux personnes intéressées. Les opportunités de carrière ne doivent pas conduire à la prédominance des opportunistes, mais il faut être conscient que le parti et les syndicats offrent aujourd'hui encore des possibilités de promotion qui ne seraient pas accessibles autrement à de nombreuses personnes.

Où va-t-on ?

Notre objectif doit être à la fois de renforcer le parti par la base et de développer des offres par le haut afin d'augmenter notre attractivité. Comment y parvenir ?

- **Plus de réseau interne:** le PS Suisse, les Partis cantonaux, les sections et les organes collaborent encore trop peu. Le nouveau Conseil de parti et les Commissions thématiques sont une tentative pour changer cela – il est important de mettre en marche de telles courroies de transmission à travers le parti.
- **Davantage de réseaux externes:** qu'il s'agisse d'organisations de migrant-es ou de syndicats, d'associations environnementales ou d'organisations de personnes en

situation de handicap, de conseils de parents ou d'associations de quartier. De tels contacts et échanges réciproques sont d'une importance capitale pour nous – avec une attention particulière pour nos alliés les plus traditionnels, les syndicats.

- **Renforcer les sections:** la force de notre parti vient de ses sections. Si les gens se plaisent dans leur section, ils se plaisent dans notre parti. Les sections doivent d'autant plus être soutenues de manière ciblée par les Partis cantonaux et le PS Suisse. Les manuels des sections sont également un instrument important à cet effet – ils sont en cours de révision complète.
- **Développement des membres:** le recrutement des membres doit être renforcé à tous les niveaux. Chaque occasion qui se présente – de l'apéro à la récolte de signatures – doit être utilisée à cet effet. Une fois l'adhésion réussie, les membres doivent être intégrés. Pour cela, il faut des responsables locaux engagés et des offres d'engagement adaptées à toutes.
- **Formation interne:** grâce à des offres de formation spécifiques, les membres se sentent compétents pour accomplir avec motivation les tâches qui leur sont confiées. Les offres du PS Suisse s'adressent aux membres et aux personnes intéressées, aux cadres, aux élu-es ainsi qu'aux employé-es du parti – elles renforcent aussi bien l'organisation que les personnes.

Merci encore de votre engagement, et vive le Parti socialiste !



RENFORCEMENT DE L'AVS

Une 13^e rente est nécessaire

Pour compenser la perte de pouvoir d'achat de ces dernières années : OUI à la 13^e rente AVS !

Alors que les loyers, les primes des caisses-maladie ou encore le prix de l'alimentation ne cessent d'augmenter, les retraités, elles, ne suivent pas. Avec cette hausse des coûts, les retraité-es perdront d'ici fin 2024 l'équivalent de près d'un mois de rente et verront alors leur pouvoir d'achat continuer à baisser drastiquement. De nombreuses personnes retraitées témoignent déjà de ce problème : elles ne peuvent plus vivre convenablement alors qu'elles ont travaillé et cotisé durant toute leur vie. Pour pallier cette situation alarmante et l'inaction du Parlement et du Conseil fédéral, l'Union syndicale suisse et le PS Suisse ont lancé une initiative qui demande l'introduction d'une 13^e rente AVS. À quelques semaines de la votation, il est plus qu'important de mettre en avant la nécessité d'un renforcement de la prévoyance vieillesse.

La 13^e rente profite à toutes et tous

L'initiative pour une 13^e rente AVS est pour tout le monde. La 13^e rente s'appliquera à toutes les personnes qui ont cotisé à l'AVS durant leur vie : aux bénéficiaires des prestations complémentaires, à la classe moyenne et aux personnes plus aisées. Nous avons voulu un projet universel, parce que c'est le seul moyen de toucher la classe moyenne

qui reste souvent écartée des prestations sociales plus ciblées. La 13^e rente AVS est donc avantageuse et bénéfique pour toutes et tous.

En outre, l'AVS est également la seule forme de prévoyance qui reconnaît le travail d'assistance non rémunéré de soins et de prise en charge, travail principalement accompli par les femmes. En effet, élever un enfant peut faire augmenter le montant mensuel de la rente AVS de 350 francs. L'initiative est donc avantageuse pour les femmes qui sont surreprésentées dans la catégorie des personnes retraitées touchant une petite retraite et qui auraient grandement besoin d'une 13^e rente AVS.

La 13^e rente est finançable

Depuis la création de l'AVS, les prévisions sur sa viabilité ont toujours été trop pessimistes. Contrairement à ces scénarios alarmistes, l'AVS est toujours dans les chiffres noirs. Ses réserves battent des records chaque année : elles se situent aujourd'hui à 50 milliards et avoisineront même les 70 milliards en 2030.

Lors de son instauration, la 13^e rente AVS coûtera 4,1 milliards de francs. La Confédération prévoit que l'AVS aura un excédent à peu près similaire pour 2026. Selon les calculs du Conseil fédéral, il est donc pos-

sible d'introduire rapidement une 13^e rente AVS sans avoir à prendre des mesures de financement supplémentaire, puisque l'AVS peut supporter ces coûts additionnels. Si des moyens supplémentaires devaient être nécessaires à l'avenir, une hausse de cotisation des travailleurs et travailleuses de seulement 0,4 % – ou 80 centimes par jour – serait suffisante. C'est un fait : une augmentation des rentes aussi avantageuse pour les travailleuses et travailleurs n'est possible que par le biais de l'AVS.

Pour de meilleures retraites !

L'AVS est le premier pilier de notre prévoyance vieillesse et elle est la rente vieillesse la plus importante, la plus stable et la moins coûteuse. C'est le ciment solidaire qui tient ensemble notre pays, ses différentes couches sociales et ses générations. C'est pourquoi il est nécessaire de la renforcer en instaurant une 13^e rente AVS et en augmentant ainsi la qualité de vie, et renforçant la sécurité financière des retraité-es actuel-les et futur-es. Pour de meilleures retraites, votez OUI le 3 mars à l'initiative « Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13^e rente AVS) » !

Pierre-Yves Maillard, conseiller aux États (PS/VD)

INITIATIVE SUR LES RENTES

Antidémocratique, antisociale et inadaptée

Le 3 mars au moment de voter, ne vous trompez pas d'initiative ! En effet, en plus de notre initiative pour une 13^e rente AVS à plébisciter, les jeunes PLR présentent un texte visant à augmenter une fois encore l'âge de la retraite. Pour tout le monde, et en deux étapes : d'abord en le relevant à 66 ans, puis en le liant à l'espérance de vie, soit un démantèlement radical des retraites !

Le système actuel permet encore à une majorité de personnes de passer leurs vieux jours dans la sécurité au lieu de devoir travailler jusqu'à leur mort, un acquis majeur de notre état social que les jeunes PLR remettent en question.

Sous le nom trompeur de « Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne », cette initiative est antisociale puisqu'elle touche le plus fortement les personnes à bas et moyens revenus, qui ont déjà une retraite plus courte et qui tendent à être en moins bonne santé vu la pénibilité de leur travail. Or avec le système proposé par les initiant-es, les personnes à hauts revenus pourraient continuer à prendre des retraites anticipées, alors que le personnel du commerce de détail par exemple devrait continuer à travailler jusqu'à l'épuisement. Il faut combattre ce texte avec force, car tout le monde mérite de pouvoir vieillir dans la dignité et de profiter de ses vieux jours.

Le Conseil fédéral et le parlement rejettent très clairement cette initiative, car elle ne tient pas compte des données socio-politiques ou de la situation sur le marché du travail. Les deux réformes des cinq dernières années, soit l'augmentation de la TVA, des cotisations salariales et de l'âge de la retraite des femmes, assurent le financement des rentes jusqu'en 2030 environ.

En exigeant que l'âge de la retraite soit automatiquement relevé chaque année, l'initiative propose une solution antidémocratique : ni le Conseil fédéral, ni le parlement et encore moins la population suisse ne pourraient plus se prononcer sur une augmentation de l'âge de la retraite. Ce texte est d'ailleurs combattu par un comité interpartis qui inclut même l'UDC... C'est dire si elle est inadaptée pour réformer la prévoyance vieillesse.

Un nombre croissant de personnes de plus de 55 ans quittent déjà la vie active, soit parce qu'elles ne trouvent plus d'emploi, soit parce qu'elles ne sont déjà plus en mesure de travailler. Après 60 ans, trouver un emploi est une mission quasi impossible. Alors pour-

quoi s'entêter à vouloir maintenir les personnes sur un marché du travail qui ne veut plus d'elles ?

En plus d'ignorer la réalité vécue par les seniors, l'initiative minimise les répercussions à prévoir sur le système de sécurité sociale et la santé de la population. Plus de 10% des personnes âgées de 60 à 64 ans perçoivent déjà une rente AI. C'est dans cette tranche d'âge que le taux de nouvelles

rentes AI est le plus élevé, notamment parce que la vie professionnelle est physiquement et psychologiquement éprouvante. Le relèvement de l'âge de la retraite ferait grimper encore ce pourcentage. Avec pour effet que les gens ayant des métiers pénibles ne pourraient plus travailler jusqu'à la retraite mais seraient frappés d'invalidité déjà avant. Et cette initiative engendrerait un transfert des coûts vers d'autres systèmes sociaux, comme l'assurance chômage et l'aide sociale.

Ce texte des jeunes PLR est un affront à la réalité que vivent bon nombre de nos aîné-es. Je vous invite à le refuser sèchement le 3 mars.

Valérie Piller Carrard, conseillère nationale (FR)
et vice-présidente du PS Suisse

Retraite à 67 ans ?

NON

à l'initiative sur les rentes le 3 mars

Les locataires s'opposent à l'affaiblissement du droit de bail

Le double référendum contre l'affaiblissement du droit du bail sera soumis aux urnes. Une large alliance a remis deux fois 75 000 signatures à la Chancellerie fédérale. Un vent rude souffle ainsi sur le projet du lobby immobilier.

La majorité bourgeoise du Parlement veut affaiblir le droit de bail avec deux projets: la protection contre les congés doit être assouplie et la sous-location rendue plus difficile. Une large alliance composée de l'ASLOCA, du PS et d'autres organisations a déposé un référendum contre les deux projets. Le peuple aura donc le dernier mot.

A mi-parcours de la période de collecte, 60 000 signatures avaient déjà été récoltées pour chacun des deux référendums. Ce succès impressionnant est une preuve que les électrices et les électeurs ne veulent pas affaiblir le droit du bail en défaveur des locataires.

Rendre la sous-location plus difficile

La première modification de la loi concerne la sous-location: aujourd'hui, les locataires peuvent sous-louer tout ou partie de leur logement. Pour se faire, ils doivent obtenir l'accord préalable de leur bailleur. Celui-ci ne peut refuser son accord que sous certaines conditions.



Jessica Jaccoud, conseillère nationale (VD)

Émanant de l'UDC, le projet de loi a pour but de rendre beaucoup plus difficile la sous-location de tout ou partie du logement. Il est important de préciser que de nombreuses collocations sont en fait des sous-locations. Elles sont donc concernées par ce projet de loi. La modification législative prévoit que l'accord du bailleur doit se faire par écrit. Le locataire principal devra également fournir des informations détaillées sur le contenu du contrat de sous-location et sur l'identité du sous-locataire. En outre, le bailleur doit pouvoir limiter la sous-location à deux ans. Si ces nouvelles obligations ne sont pas respectées, le contrat de location peut être résilié dans un délai très court d'un mois.

Un exemple concret: une femme âgée et célibataire sous-loue depuis des années l'ancienne chambre d'enfant de son fils à des étudiant-es. Elle oublie d'informer son bailleur qu'une nouvelle étudiante a emménagé au début du semestre. Son bailleur peut désormais l'expulser de son logement pour cette forma-

lité, avec un préavis de 30 jours seulement.

Résiliation simplifiée pour besoin personnel

La deuxième intervention adoptée est l'œuvre du PLR. Elle veut faciliter les résiliations de bail en cas de «besoin personnel» du propriétaire. Si le projet entre en vigueur, le bailleur n'aura plus besoin de démontrer que son «besoin» est urgent. Il n'y aura donc plus de véritable pesée des intérêts entre les préoccupations des locataires et celles des bailleurs. Avec la nouvelle loi, ce sont les seuls intérêts de la partie bailleuse qui primeront, même si la situation du ou de la locataire est précaire. On pense ici à une personne âgée ou à une famille qui vit depuis longtemps dans son logement, dont elle serait expulsée.

Dans la pratique, le besoin propre est déjà souvent invoqué comme prétexte, uniquement pour se débarrasser d'un-e locataire et relouer le logement à un loyer plus élevé. En dispensant la partie bailleuse de prouver l'urgence du besoin, les risques d'abus de la part des bailleurs et bailleuses sont multipliés et la position des locataires est nettement affaiblie.

Dans la pratique, on constate que de telles résiliations sont généralement prononcées à l'encontre de locataires de longue date qui bénéficient de loyers relativement bas. Il est donc à craindre que les logements soient ensuite reloués à des prix plus élevés, ce qui réduirait encore le nombre de logements abordables.

Un lobby immobilier fort au Parlement

Le soutien des partis bourgeois à cet affaiblissement du droit du bail n'est pas surprenant. Selon Lobbywatch, l'UDC, le PLR et les représentant-es du Centre cumulent plus de 70 mandats dans le secteur de l'immobilier et de la propriété. En votant «non» à ces deux référendums, nous protégeons le droit du bail et le pouvoir d'achat!

Le plan du lobby immobilier:

- Faciliter les résiliations
- Augmenter les loyers

NON à cette attaque contre les locataires !

Signal fort pour le respect des objectifs climatiques

Mi-janvier, le PS et les associations environnementales ainsi que les Vert-es ont déposé 100 000 signatures contre les projets d'extension des autoroutes. Face à la crise du pouvoir d'achat, cet argent devrait être investi dans le développement des transports publics, pour rendre les prix abordables. La population devrait voter en juin sur ces projets.

«100 000 signatures, c'est un signe clair. Ces personnes ne comprennent pas que le Conseil fédéral et le Parlement veuillent investir 5,3 milliards de francs dans l'extension des autoroutes en pleine crise climatique», a déclaré le président de l'ATE Ruedi Blumer lors du dépôt du référendum contre l'extension des autoroutes, qui coûtera 5,3 milliards de francs. L'ATE a récolté les signatures aux côtés du PS, d'autres associations environnementales et des Vert-es.

Juste avant l'expiration du délai de collecte, l'alliance «Stop à la folie autoroutière» a déposé aujourd'hui à la Chancellerie fédérale deux fois plus de signatures que nécessaire. Le peuple aura donc le dernier mot.

Qui sème des routes récolte du trafic

Les émissions de CO₂ ont battu tous les records précédents en 2023. Actuellement, le transport motorisé de personnes est à l'origine d'environ un tiers de toutes les émissions de

CO₂ en Suisse. Pour atteindre l'objectif net zéro d'ici 2050, inscrit dans la loi sur la protection du climat, le trafic motorisé doit être réduit de manière significative et les investissements doivent être mis en priorité dans les transports durables.

Le projet d'extension de plusieurs milliards visant à augmenter la capacité des autoroutes est diamétralement opposé à cet objectif. En effet, selon les études, dès qu'une nouvelle route est construite, des voitures supplémentaires y circulent. Différentes études montrent que le nombre de kilomètres parcourus augmente proportionnellement à l'extension des routes. Pour éviter les embouteillages, il faudrait au contraire rendre le train et le bus plus attractifs, en augmentant le nombre de cadences et de liaisons directes.

Les transports publics doivent devenir plus attractifs

Pour que la mobilité soit plus respectueuse du climat et que les



Brenda Tuosto,
conseillère nationale (VD)

transports publics soient plus attractifs et moins chers, il faudrait donc investir davantage dans le rail et le bus. Mais la route est toujours privilégiée, comme le montrent les chiffres : actuellement, 70 % de tous les kilomètres parcourus en Suisse le sont encore en voiture. Dans le même temps, un abonnement général coûte aujourd'hui environ 86 % de plus qu'en 1990. Dans un contexte où le prix des billets de transport pour l'abonnement général de 2^e classe a augmenté d'environ 3,5 % en 2024, au cours de la même période, les conditions de transport pour les voyageur-euses, notamment pour la Suisse romande, ont été largement péjorées.

Face à la crise du pouvoir d'achat, tout le monde ne peut pas se permettre de prendre le train ou le bus, surtout celles et ceux qui vivent dans des régions moins bien desservies par les transports publics. Nous devons changer cela : tout cet argent serait bien mieux investi dans le développement de nouvelles offres pour les transports publics, ainsi que la réduction du prix des billets de transport. En disant «non» à ces projets autoroutiers, nous donnons un signal clair pour notre avenir !



Interview de Christian Dandrès, président du SSP



Le 18 novembre dernier, les délégué-es présent-es au Congrès du Syndicat des services publics (SSP) ont élu à l'unanimité notre camarade conseiller national Christian Dandrès en tant que nouveau président. Lors du Congrès, Christian Dandrès a insisté sur la nécessité de construire un syndicat combatif, qui soit le moteur actif d'un changement social et politique. Tour d'horizon des principaux enjeux à venir pour le SSP.

Propos recueillis par Céline Hoyois, collaboratrice du PS Suisse

Félicitations pour ton élection à la présidence du SSP! Comment appréhendes-tu cette fonction et ses responsabilités ?

Mon élection est une démarche collective des militant-es qui veulent résister aux politiques néo-conservatrices et construire le syndicat dans les services et les entreprises. Et c'est dans cette dynamique que je veux assumer cette fonction.

Comment présenterais-tu le SSP ?

Le SSP repose sur le travail de groupes organisés sur leur lieu de travail. Au SSP, ce sont les salarié-es qui décident. Tout le contraire d'un syndicat d'appareil. Le SSP est aussi majoritairement composé de femmes qui ont joué un rôle important dans la Grève féministe. Cette expérience a renforcé le caractère militant et progressiste du SSP.

Quelle est la priorité pour 2024 ? Quels seront vos combats principaux ?

Construire les groupes syndicaux sur le terrain pour peser sur les décisions managériales, les stratégies

des directions et donc sur l'organisation du travail. Les salarié-es doivent pouvoir faire correctement leur travail, dans de bonnes conditions et répondre aux besoins des usager-ères. Aujourd'hui, les soignant-es et les salarié-es de bien d'autres secteurs souffrent de la manière dont elles et ils sont contraint-es de faire leur travail.

Sur le terrain politique, le SSP a lancé le référendum contre la loi sur le financement du système de santé (EFAS)*. C'est un projet sorti des cuisines du lobby des caisses-maladies pour leur donner le contrôle du système et 11 milliards par an de nos impôts. EFAS coupe aussi dans le financement public des soins, en augmentant massivement la part à payer via les primes LAMal et directement par les patient-es. C'est l'explosion assurée des primes et de la pression sur les salarié-es qui n'en peuvent déjà plus.

Le temps presse pour récolter les signatures (www.stop-efas.ch) !

Au Parlement, la droite a posé la prochaine pierre de l'édifice pour supprimer l'obligation de payer les

factures des médecins et cliniques qui n'auraient pas été adoués par les caisses. Les assureurs privés, Genolier et Hirslanden veulent nous rendre captif-ves et « prendre soin de nous » de la naissance à la mort.

La crise du COVID a montré que des services publics forts sont essentiels. Pourtant, la droite veut en permanence les affaiblir. Comment envisages-tu l'avenir ?

Avec la marchandisation et la privatisation des services publics, seules les demandes de celles et ceux qui peuvent payer sont prises en compte. Sous-doter et surcharger les services publics permet à la droite de faire des cadeaux fiscaux aux plus riches, mais aussi de créer un « besoin de privé » et donc de dégager des espaces de profits pour Genolier, Hirslanden et consorts. Faire converger les revendications des salarié-es et des usager-ères est nécessaire pour contrer ces attaques.

Pour finir sur une note positive, quels sont tes espoirs pour cette législature ?

Vu la majorité, mes espoirs sont surtout du côté de la capacité des syndicats, de l'ASLOCA et de la gauche à lancer et gagner des référendums.

* n. d. l. r. le Conseil de parti recommande au Congrès du PS Suisse la liberté de vote en la matière

L'ACCIDENT DU GOTHARD

Dommmage collatéral de la libéralisation



Bruno Storni, conseiller national (PS/TI)

Depuis plus d'un quart de siècle, la technologie de la microélectronique propose des capteurs qui sont aujourd'hui largement utilisés dans les voitures, et qui ont permis d'augmenter considérablement l'efficacité des moteurs, mais surtout leur sécurité. Les accéléromètres microélectroniques ont permis à l'airbag d'être installé en série dans toutes les sortes de voitures. Intégrés aux microcontrôleurs sur une puce, ils distinguent les chocs générés par un nid-de-poule ou le claquement d'une porte à ceux de l'impact d'une collision. Ils déclenchent l'airbag en quelques millisecondes dans les cas nécessaires. L'accident survenu sur le tronçon ouest du Gothard a mis en avant l'importance d'enfin aller de l'avant dans la modernisation de l'équipement des trains de marchandises, après que des années de libéralisation ont freiné toute innovation en la matière.

Wagons de marchandises obsolètes

Aujourd'hui, en revanche, les wagons de marchandises – hormis l'assainissement du bruit – sont restés au même point, sans aucune électronique : toujours constitués uniquement de fer et d'acier et toujours accrochés manuellement. Seuls les wagons de marchandises dangereuses sont équipés d'un dispositif de sécurité mécanique : une masse qui, si elle oscille au-delà d'une certaine limite, agit sur le circuit pneumatique et active le freinage du convoi.

L'innovation des wagons a été stoppée par la réforme ferroviaire de 1999 qui, à l'instigation de l'UE, a libéralisé le secteur du fret en imposant l'autofinancement et l'ouverture des voies à la concurrence. Dans le même temps, CFF Cargo a dû équilibrer ses comptes tout en subissant une pression sur les prix et en réduisant ses marges, ce qui a entraîné des restructurations continues, comme le rappelle l'intention de fermer les ateliers de Bellinzone. Ils réduisaient leurs dépenses et ne pouvaient plus innover.

Dommmages collatéraux de la libéralisation

Les dégâts désastreux sur le tunnel ouest du Tunnel de base du Gothard ont été causés par une roue de wagon cassée. Une destruction importante qu'un capteur moderne aurait détectée en moins d'une seconde, ce qui aurait permis d'arrêter le train et d'éviter les énormes dégâts. Nous faisons circuler des wagons de marchandises prénumériques selon la

logique du marché libre dans des tunnels ultramodernes qui sont le résultat du haut niveau d'innovation du génie civil suisse – un contraste saisissant !

Dans l'intervalle, l'UE a compris que le rail pouvait apporter une plus grande contribution au transport de marchandises et introduira l'attelage automatique DAC (Digital Automatic Coupling) à la place de l'antique attelage à vis. Cela permettra de préparer plus facilement les trains de marchandises et permettra de surveiller les wagons depuis la locomotive et d'arrêter immédiatement un train dont un wagon a déraillé. La technologie existe déjà et est utilisée depuis un certain temps sur les trains de voyageurs ; en Suisse, elle est testée sur les trains de marchandises.

L'innovation arrive enfin au Parlement

Début 2024, 25 ans après la libéralisation et toute une série de mesures d'assainissement de CFF Cargo, le Conseil fédéral a enfin changé de cap et présenté son message pour financer l'installation de l'attelage automatique sur tous les wagons de marchandises, ce qui rendra à l'avenir le trafic par wagons plus compétitif et encore plus sûr, et réduira le risque d'accident pour le personnel.

Il s'agit là de conditions-cadres que nous devons absolument remplir pour garantir un transport de marchandises sans émissions et des conditions de travail modernes pour le personnel. Nous soutenons le message du Conseil fédéral qui,

outre la subvention pour l'installation de DAC sur les wagons, prévoit le financement d'opérations de fret ferroviaire qui resteront déficitaires jusqu'à ce que le nouveau système d'attelage soit opérationnel. Enfin, le DAC permettra de moderniser les wagons en les équipant de systèmes électroniques modernes de surveillance et de communication, augmentant ainsi le niveau de sécurité du trafic ferroviaire.



6

questions à **Samuel Oliveira Condesso**, 24 ans

Profession : Étudiant à la Haute École d'Ingénierie et d'Architecture de Fribourg en dernière année de bachelor d'électronique. **Hobbies :** Je suis passionné par de nombreux domaines, ma curiosité naturelle m'amenant à explorer diverses activités constamment. J'apprécie particulièrement la course à pied, la musique, le bricolage, les débats avec mes amis pendant de longues heures, ainsi que le jardinage.

Présente-toi en quelques mots.

En parallèle de mes études, j'ai co-fondé une association nommée « L'automate solidaire » avec un ami (Simon Henle). En tant que président, je m'attelle à la mise en place d'un distributeur automatique durable, en collaboration avec Caritas Fribourg. L'objectif est de rendre les produits de première nécessité accessibles à tout le monde et partout. Par ailleurs, je suis activement impliqué dans le comité de la fanfare de Vuadens, où je pratique également de la musique. Entre mes emplois d'étudiant et mes périodes de révision, j'apprécie tout particulièrement de sortir avec mes amis, que ce soit pour des escapades urbaines ou des promenades en pleine nature.

Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Je me définirais comme persévérant, optimiste et surprenant.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

Je suis animé par la conviction profonde que nous avons tous un rôle à jouer dans la promotion du bien commun et le renforcement de la cohésion sociale. Je considère que la politique occupe une place prépondérante dans cet effort, et je souhaite y apporter ma contribution, en œuvrant pour une politique plus congruente et plus proche des préoccupations des citoyens.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

À mon sens, il serait erroné de fixer des priorités spécifiques, car lorsqu'il s'agit de représenter le peuple, il n'existe pas de priorité universelle. Pour moi, l'urgence politique du moment réside dans l'impératif de sensibiliser chaque individu à l'importance du respect des diverses facettes du développement durable dans chaque prise de décision. Il est essentiel de souligner que le développement durable ne se focalise pas exclusivement sur l'environnement, mais englobe également les enjeux sociaux, les intérêts de la communauté, la gestion financière de l'État, l'élaboration d'un système politique adapté... Plutôt que de consentir à des sacrifices, il s'avère souvent plus judicieux d'approfondir notre réflexion, d'encourager l'échange d'idées et de nourrir notre créativité.

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Bien que la tentation première puisse être de penser à soi-même, à sa famille ou à ses amis, je crois, avec une grande humilité, que, comme la plupart des gens, je me rendrais compte que l'action la plus urgente serait de mettre un terme aux conflits armés, aux famines et aux épidémies.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Ma vision du PS dans vingt ans est celle d'un parti qui rassemble aussi bien en interne qu'à l'extérieur, un parti qui encourage le dialogue, l'échange d'idées, et qui sait adapter ses positions, tout en restant ouvert à la diversité des opinions, même lorsque celles-ci diffèrent. Je vois un PS fort à l'avenir car rien ne peut vaincre la valeur fondamentale du parti, qui est l'amour de l'autre.



APPEL À L'ADHÉSION FORUM POUR UN PS SUISSE EUROPÉEN!

«Le PS est pour le lancement rapide de négociations d'adhésion avec l'UE». C'est ce qui figure en bonne place dans le programme du parti de 2010. Tous ceux qui veulent soutenir activement cet objectif se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins: le Conseil Fédéral vient d'adopter un nouveau mandat de négociation, malheureusement peu ambitieux. Parallèlement, la non-regression clause proposée par l'UE fait bouger les choses sur la question de la protection des salaires, longtemps restée au point mort. Alors que la Suisse se déplace vers la droite, l'UE est devenue ces dernières années plus sociale et plus respectueuse de l'environnement. Salaires minimums, mesures anti-dumping ou Green Deal - l'Europe est souvent plus progressiste que la Suisse sur les questions sociales et environnementales. De nombreux développements juridiques progressistes en Suisse ont été initiés par des réglementations de l'UE.

Pour le PS, il s'agit maintenant de saisir ces opportunités et de faire pression pour une politique d'intégration européenne plus forte. Afin de renforcer les voix correspondantes au sein de notre parti, nous avons fondé l'année dernière la Plateforme PS-UE.

Nous avons déjà pu recruter une équipe dynamique au sein du comité directeur. Celle-ci est composée de la conseillère aux États Franziska Roth, de jeunes conseillers et conseillères nationaux/nationales comme Fabian Molina, Jon Pult et Sarah Wyss, de politicien(ne)s exécutifs/ves comme Jacqueline Fehr et Laurent Kurth, ainsi que de jeunes étudiant(e)s et de vétérans de la politique comme Mario Carera. Jusqu'à son élection au Conseil fédéral, Beat Jans était également actif au sein du comité.

Nous avons de grands projets. La plateforme PS-UE doit devenir un forum officiel au sein du PS Suisse. Avec 500 membres, un forum obtient le droit d'envoyer un(e) délégué(e) au conseil du parti ainsi qu'aux congrès du parti et de déposer des propositions. Deviens toi aussi membre de ce mouvement: Tu trouveras le formulaire d'adhésion ici sp-eu-plattform.ch/mitmachen/

Noah Sutter, co-président
de la Plateforme PS-UE

SUCCÈS DES INITIATIVES CANTONALES POUR UN SALAIRE MINIMUM

Alors qu'il y a 10 ans, plus de 70 % de la population suisse refusait l'introduction d'un salaire minimum de 4000 francs au niveau national, grâce à l'impulsion de plusieurs Partis cantonaux, une telle mesure se concrétise dans divers cantons. Après Vaud et Fribourg en fin d'année, c'est au tour du Valais de déposer une initiative populaire pour un salaire minimum.

Loyers, primes d'assurance-maladie, électricité ou encore alimentation, tout devient plus cher et ne cesse d'augmenter. La crise du pouvoir d'achat est un phénomène grave qui touche de nombreuses personnes en Suisse, et particulièrement les salarié-es avec des revenus faibles. L'instauration d'un salaire minimum au niveau cantonal vient répondre à ce problème de précarité. Grâce au travail du PS, des syndicats et des forces de gauche, une telle mesure est déjà effective dans les cantons de Neuchâtel, Jura, Genève, Tessin et Bâle-Ville.

Rien qu'en quatre mois, des initiatives pour un salaire minimum cantonal ont été déposées dans 3 cantons: Vaud en octobre avec deux initiatives (plus de 16 000 signatures chacune) et Fribourg en décembre (plus de 8000 signatures). La dernière en date a été déposée le 12 janvier en Valais, avec plus de 5000 signatures – 1000 de plus que nécessaire. Ce soutien fort de la population démontre le changement d'opinion qui s'est opéré ces dernières années face à la nécessité actuelle d'un revenu minimum. De plus, les exemples des autres cantons où le salaire minimum est déjà une réalité peuvent nous faire espérer un succès pour ces initiatives cantonales.

En parallèle, le Conseil fédéral doit formuler un projet de loi sur une motion approuvée par le Parlement en 2022 qui met en danger les salaires minimaux cantonaux. Cette motion, proposée par le centriste Erich Ettlin (OW), demande que les CCT priment sur le droit cantonal en matière de salaire minimum. Cette attaque contre le revenu minimal cantonal montre qu'il faut rester vigilant-e face à la droite bourgeoise. Le PS Suisse s'engage depuis de nombreuses années pour un revenu minimum qui permette de meilleures conditions de vie à toutes et tous face à la hausse des prix et l'inflation. Il est plus qu'important de soutenir ces initiatives au niveau cantonal.

LE CHIFFRE

100 000

C'est le nombre de signatures récoltées par le référendum contre l'extension des autoroutes. Le référendum a été déposé le 11 janvier 2024 auprès de la Chancellerie fédérale, avec plus du double des 50 000 signatures nécessaires – et récoltées en seulement 3 mois! Ce résultat remarquable est un premier signal fort qui en dit long sur l'opinion de la population face à ce projet d'extension des autoroutes exagéré. En effet, le projet veut investir plus de 5 milliards de francs dans les autoroutes: un chiffre ahurissant lorsque l'on est en pleine crise climatique! Le PS Suisse s'engage pour une mobilité plus verte privilégiant les transports publics et la mobilité douce. Le référendum sera soumis au vote de la population durant cette année.

LE RÉSULTAT

6700

signatures

Initiative pour une contraception gratuite

Le PS Genève a déposé fin décembre 2023 une initiative pour une contraception gratuite. Avec plus de 6700 signatures récoltées, le parti explique qu'il n'a eu aucune peine à convaincre la population à soutenir l'initiative, surtout auprès des jeunes. En effet, la contraception représente un enjeu majeur de santé publique et la Suisse est en retard par rapport aux pays voisins. L'initiative veut permettre à chaque personne de choisir sa contraception sans contraintes économiques, donnant ainsi plus de liberté et de sécurité aux femmes, qui supportent principalement le poids de la prise en charge des contraceptifs. La contraception gratuite permet de réduire le risque de grossesses non désirées, et donc d'interruptions de grossesse, qui peuvent être des opérations lourdes et douloureuses. La population genevoise sera amenée à voter sur ce sujet prochainement. Félicitations à nos camarades genevois-es pour cette 1^{ère} étape!

AGENDA SOCIALISTE

La rédaction de Socialistes a décidé de mettre à votre disposition, à compter de ce numéro, un agenda des principales dates à venir pour notre Parti. Vous y retrouverez, entre autres, les Congrès, événements de formation ou activités des organes. En cas de question, n'hésitez pas à nous contacter !

Les personnes suivantes se tiennent à votre disposition, selon les rubriques :

PS Suisse : Clément Borgeaud et Colin Vollmer, porte-parole du PS Suisse, rp@pssuisse.ch

Formation : Susanna Leutenegger, responsable formation et membres du PS Suisse, susanna.leutenegger@pssuisse.ch

Femmes socialistes : Julia Baumgartner, secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses, julia.baumgartner@sp-frauen.ch

PS Migrant-es : Aleksandra Zdravković, secrétaire du PS Migrant-es, aleksandra.zdravkovic@spschweiz.ch

PS 60+ : Werner Kälin, secrétaire du PS60+, werner.kaelin@pssuisse.ch

PS queer : Mia Jenni, secrétaire du PS queer, mia.jenni@pssuisse.ch

AZB

CH-3001 Berne
PP/Journal

La Poste Suisse SA

socialistes | Journal des membres du PS Suisse

Retours à : PS Suisse, case postale



PS Suisse

- 24 février 2024 – toute la journée
Congrès du PS Suisse, Palexpo, Centre de Congrès, Route François-Peyrot 30, Le Grand-Sacconex (GE)
- 22 mars 2024 – après-midi
Séance du Conseil de parti à Olten, Hôtel Olten, Bahnhofstrasse 5
- 21 juin 2024 – toute la journée
Séance du Conseil de parti à Bellinzona, Hôtel Unione Bellinzona, Via Henri Guisan 1
- 6 septembre 2024 – après-midi
Séance du Conseil de parti En ligne, après-midi
- 26–27 octobre 2024 – toute la journée, Congrès du PS Suisse
Centre de Congrès, Talstrasse 49a, Davos (GR)



Formation

- 5 février 2024, 19 h 00–21 h 00, Lausanne, 13^e rente AVS : manifestation publique avec Pierre-Yves Maillard, formation présentielle pour membres et personnes intéressées
- 13 mars 2024, 19 h 30–21 h 00
Hier & aujourd'hui : la révolte des marins de Cronstadt en 1921
Formation en ligne pour membres et personnes intéressées
- 14 mars 2024, 10 h 00–11 h 00
Protection des données dans le Parti cantonal, formation en ligne pour employé-es et responsables de la protection des données des Partis cantonaux
- 20 mars 2024, 19 h 30–20 h 30
Protection des données dans la section, formation en ligne pour responsables de la protection des données et de l'administration des membres
- 28 mai 2024, 10 h 00–16 h 00, Berne, notre base de données des membres Tocco, formation présentielle pour responsables des adresses et de l'administration de membres et Power-User des partis cantonaux
- 14 septembre 2024, 10 h 00–16 h 00, Belp (BE)
Journée de politique communale
Contenu : principe de collégialité au niveau communal, ateliers portant sur des sujets de la politique locale, travail en réseau
Formation pour membres exerçant des fonctions officielles en sein d'institutions politiques communales



PS Migrant-es

- 23 mars 2024 – 10 h 00–15 h 00
Conférence des délégué-es du PS Migrant-es Suisse, Hotel Bern, Zeughausgasse 9, Berne
- 15 juin 2024 – 10 h 00–15 h 00
Assemblée annuelle du PS Migrant-es Suisse, PROGR, salle « Kleine Bühne », Waisenhausplatz 30, Berne
- 2 novembre 2024 – 10 h 00–15 h 00, conférence des délégué-es du PS Migrant-es Suisse, PROGR, salle « Kleine Bühne », Waisenhausplatz 30, Berne



PS60+

- 18 avril 2024 – 11 h 15
Assemblée des délégué-es du PS60+, Berne
- 1^{er} juin 2024 – 10 h 45
Conférence des membres du PS60+, Berne
- 5 septembre 2024 – 11 h 15
Assemblée des délégué-es du PS60+, Berne
- 28 septembre 2024, conférence d'automne du PS60+, Berne
- 12 décembre 2024 – 11 h 15, Assemblée des délégué-es du PS60+, Berne



Femmes socialistes suisses

- 10 février 2024 – 14 h 30–17 h 30
Assemblée des membres des Femmes socialistes Karl der Grosse, Zurich
- 31 août au 1^{er} septembre 2024
Weekend de réseautage des Femmes socialistes Centre Loewenberg, Morat
- 31 août 2024 – 10 h 30–13 h 00
Assemblée des membres des Femmes socialistes, Centre Loewenberg, Morat



PS queer

- 16 mars 2024 – 11 h 00–16 h 00
Assemblée des membres du PS queer, Club Parterre, Lucerne
- 4 août 2024, Activité en extérieur
Lieu et heure à définir
- 21 septembre 2024
Assemblée générale du PS queer
Institute Europe, Berne
- 5 octobre 2024
Journée de formation du PS queer
Lieu et heure à définir
- 13 décembre 2024
Événement de Noël du PS queer
Lieu et heure à définir